

HABITAT À ANNABA

Faible réalisation et demande accrue

Les différents chantiers ouverts pour réaliser les programmes de logements tous types confondus semblent marquer le pas dans la wilaya de Annaba. Cette situation intervient à un moment où la demande n'a jamais été aussi pressante.

Au vu des sommes colossales allouées à ce secteur, les demandeurs de logements sont en droit de se poser des questions quant aux vraies raisons qui empêchent, pour le moins, un début de solution à cette forme de blocage que dénoncent des milliers de familles. Toutes sont à la recherche d'un toit, pour certaines d'entre elles depuis de longues années. Elles se disent pourtant prêtes à patienter encore, mais à condition de voir l'ordre de priorité dans l'attribution respecté. De multiples sit-in et autres mouvements de protestation ont été enregistrés ces dernières semaines aussi bien au chef-lieu qu'à travers les onze autres communes. Il s'agit d'abord des dizaines de familles hébergées dans des conditions d'hygiène et de promiscuité lamentables au sein des centres de transit. Issues de milieux défavorisés, elles sont en majorité des sinistrés ayant perdu leurs habitations précaires lors des inondations, ou conséquemment

effondrements de bâtisses provoqués par les intempéries, particulièrement au niveau de la vieille ville.

Dans le lot, il y a celles dans le besoin d'être logées et ayant déjà réglé leur quote-part, dans le cadre du programme du logement social participatif (LSP).

Elles attendent impatiemment, depuis des années, de pouvoir y prendre possession et avoir ainsi un toit pour héberger leurs familles. Les candidats au LSP n'arrivent pas à s'expliquer tout ce retard.

A titre indicatif, sur les quelque 8 000 unités programmées dans le cadre des deux plans quinquennaux (1999-2004 et 2004-2009), il n'a été livré que... 48 logements au profit de familles sinistrées doublement.

D'abord hébergés à la salle omnisports Chahreddine-Chahlef, après l'effondrement de leurs maisons à la vieille ville,

ces sinistrés, on se rappelle, l'ont été une seconde fois à la suite du sinistre ayant ravagé cette salle (centre de transit) dans

lequel une personne âgée y a trouvé la mort. Selon leurs dires, les milliers de demandeurs de ce type de logements sont, pour la plupart, hébergés par des parents, avec tous les problèmes générés par l'exiguïté et la promiscuité.

D'autres ont recours au privé auquel ils s'adressent pour louer souvent à des prix entamant largement leur maigre budget. Le logement rural n'est pas mieux loti.

Des dizaines de familles citadines habitent dans des conditions précaires dans une ville qui leur tourne aujourd'hui le dos. Elles y ont vu naître et grandir leurs enfants ou, pour certains, fonder des foyers.

Elles nous ont affirmé qu'elles n'avaient d'autre alternative que de se faire inscrire et opter pour ce genre de logements. Malgré cela, leur problème perdure. Il y a, par ailleurs, l'inextricable situation de la ceinture de la misère représentée par les bidonvilles qui cernent le chef-lieu de wilaya de la corniche Rafes- Zahouane, au nord-ouest, à Sidi Salem au sud-est, en passant par les îlots de concentration de baraques de Oued-Forcha, Sidi-Harb, Bouhdid et Boukhadra. La situation est identique pour les autres

communes à l'image des bidonvilles des localités de Oued-Nil, Bouzaaroura (El-Bouni), Sidi-Amar, El-Hadjar et Berrahal. Ces bidonvilles où prolifèrent toutes sortes de maux sociaux (violence, prostitution, drogue et trafic en tous genres), abritent quelques dizaines de milliers de personnes.

Ces lieux, où se mêlent de vrais demandeurs de logements aux éternels spéculateurs et autres affairistes de l'immobilier, ne seront éradiqués qu'une fois le problème pris en charge sérieusement et méthodiquement par les pouvoirs publics, afin de séparer le bon grain de l'ivraie. A tout cela vient se greffer le problème que pose le vieux bâti qui constitue lui aussi une urgence. La peur au ventre, les quelque 10 000 résidents de la vieille ville, datant de l'époque ottomane et chargée de symboles et d'histoire, sont en alerte à chaque chute de pluie, comme c'est le cas ces derniers jours. Et pour cause, les risques potentiels d'effondrement (trois vieilles bâtisses se sont effondrées ces derniers jours) de leurs demeures.

La plupart de ces bâtisses menaçant ruine sont dans un état de délabrement avancé.

Ali Bouacha

BOUIRA

Controverse autour des 248 logements LSP

L'association des 248 logements LSP de Aïn-Bessem, commune située à 25 km au sud-est de Bouira, vient de tirer la sonnette d'alarme au sujet de ces logements.

D'après le président de cette association, le projet de réalisation de ces 248 logements, confié à l'agence foncière, remonte à 2004. A cette époque, les prix avaient été arrêtés à 1 405 000 DA pour un F3 et 1 729 000 DA pour un F4. Sitôt la liste arrêtée, les futurs bénéficiaires ont été priés par l'agence foncière de s'acquitter de la première tranche qui était arrêtée à 300 000 DA pour les F3 et 400 000 DA pour les F4.

Les choses sont restées là et les travaux traînaient en longueur. Jusqu'à l'été dernier, lorsque le wali avait effectué une visite de travail dans la commune de Aïn Bessem.

En visitant le chantier de ces 248 logements répartis sur trois sites, les responsables de l'agence foncière ont promis au wali de livrer, avant la fin de l'année passée, une partie de ces logements.

En septembre, l'agence foncière a saisi les futurs bénéficiaires afin de s'acquitter de la deuxième tranche. Cependant, les sommes arrêtées initialement ont été revues à la hausse de 100 000 DA.

Renseignement pris, les bénéficiaires ont appris que l'agence foncière a décidé unilatéralement de revoir à la hausse de 20% les prix de cession de ces

logements pour les arrêter à 1 665 000 DA pour les F3 et 1 980 000 DA pour les F4. D'après la lettre adressée par l'agence foncière de wilaya au président de l'association, il est expliqué que «ces prix sont actualisés suite aux fluctuations des prix des matériaux et le manque d'entreprises qualifiées».

Plus loin dans cette correspondance, le directeur de l'agence foncière explique que même avec ces nouveaux prix, «la marge bénéficiaire de l'agence foncière est réduite à 0% et que 50% de la plus-value prévisionnelle résultant de la vente des locaux commerciaux est injectée dans le prix de ces logements».

En d'autres termes, le directeur de l'agence foncière, M. Mansouri Ali, que nous avons contacté par téléphone à ce sujet, nous dira que les prix réels actualisés de ces logements sont de 1 985 000 DA pour les F3 et plus de 2 500 000 DA pour les F4. «Sur ces prix, l'agence foncière, dira M. Mansouri, a pris ses responsabilités en assumant la grande partie de cette hausse à sa charge. Ainsi, pour les F3 par exemple, l'agence supporte 320 000 DA alors que les bénéficiaires 260 000 DA, soit 55% à la charge de l'agence et 45% à la charge du bénéficiaire.»

Concernant le retard dans l'achèvement de ce projet, M. Mansouri nous dira que ce retard est indépendant de sa volonté puisqu'il est dû en premier lieu au manque d'entreprises qualifiées, ainsi qu'à la fluctuation du marché des matériaux de construction. Un avis qui

n'est pas partagé par les bénéficiaires qui, par la voix du président de l'association, estiment que beaucoup de promoteurs privés réalisent aujourd'hui des programmes datant des années précédentes et à des prix anciens, à savoir 1 400 000 DA pour les F4.

De plus, ces bénéficiaires affirment, preuves à l'appui, que lors du paiement de la première tranche, ils ont signé des lettres d'engagement de payer une marge d'erreur estimée à 5% sur les prix initialement arrêtés. A ce propos, le directeur de l'agence foncière dira que ces engagements ont été unilatéraux et qu'il n'a jamais été question d'un engagement mutuel.

En outre, M. Mansouri nous dira que présentement, au niveau national, personne ne pourra dire qu'un F3 à 1 660 000 DA ou un F4 à 1 980 000 DA est cher. Bien au contraire !

En tout état de cause, les bénéficiaires qui ont soulevé ce problème, espèrent l'intervention des pouvoirs publics, en premier lieu le wali, afin de les aider à trancher dans ce différend et inciter l'agence à terminer le projet qui n'est qu'à 60% au niveau du site des 90 logements dont une partie, comme l'avait indiqué le directeur de l'agence, est terminée mais sans viabilisation ni aménagement, rendant sa livraison impossible dans l'immédiat et 40% au niveau des deux autres sites.

Y. Y.

TIZI-OUZOU

Lancement du projet de forêt-école d'Azazga

L'ambitieux projet de forêt-école d'Azazga d'une superficie extensible de 25 ha, initié par l'Association pour la protection de l'environnement (APE) et concrétisé grâce à un financement de l'Union européenne à hauteur de 80%, a été officiellement lancé jeudi dernier lors d'une journée de volontariat sur le site en aval de l'hôpital Meghmem-Lounès à la lisière de la forêt de Yakouren. Un soleil printanier était au rendez-vous des élèves de 5 établissements des trois cycles d'Azazga encadrés par leurs enseignants dans le cadre de l'éducation environnementale (école Thadarth, CEM de jeunes filles d'Azazga, lycées Sahoui-Aldjia et Chihani Bachir et le technicum), des associations culturelles de Tamassit et Tacherouft, la maison de jeunes, le C-RA, la subdivision agricole et la circonscription des forêts d'Azazga, le P/APC de Tizi-Rached, et enfin le président de la commission forêts et environnement à l'APW de Tizi-Ouzou. Par contre, point d'autorités de la ville. Pour encadrer tous ces jardiniers du jour, il y avait le D^r Messaoudène, chercheur en forêts ; M^r Sarni, chef de projet ; M^{me} Aït Ramdane, ingénieur en foresterie et formatrice dans le projet et bien sûr le président de l'APE.

Les nouvelles espèces mises en terre, une vingtaine, comme le pin pignon, le pin noir endémique du Djurdjura, le cyprès horizontal, le cyprès vert le méliá, le saule ou encore l'arganier, une espèce du Sud algérien et du Maroc, dans des carrés par établissement, porteront la date de plantation, leurs noms communs en arabe, français et berbère ainsi que leurs noms scientifiques et bien sûr le nom de l'enfant. Elles s'ajouteront à celles déjà existantes. D'ici fin mars, un millier d'arbres sera planté avec différents établissements de la wilaya comme première phase qui s'achèvera le 31 juillet dans l'optique d'une extension et d'un classement du site en parc naturel jalonné de sentiers botaniques propices aux randonneurs et aux touristes surtout avec la présence en amont de grottes comportant des gravures rupestres, ceci grâce aussi au concours de parcs internationaux avec qui il est pris attache comme le parc du Mercantour (France).

La mise en place du projet a été précédée de travaux de débroussaillage en attendant le dessouchement pour lesquels la participation des pouvoirs publics est vivement souhaitée pour ne pas épuiser la cagnotte de 400 millions de centimes uniquement dans ces travaux budgétivores. Si tout va bien, dans cinq ans, on aura une magnifique forêt multi-espèces, assure D^r Messaoudène.

Mais faudrait-il encore que les pouvoirs publics, qui accompagnent sentimentalement le projet, passent à une phase plus concrète de leurs promesses ne serait-ce que pour apporter les 20% qui manquent au projet, et ce, alors que les membres de l'association s'engagent, quant à eux, à assurer l'entretien du site bénévolement.

S. Hammoum

Les lycéens d'Aït-Yahia Moussa ferment la RN25

Les lycéens de la commune d'Aït Yahia Moussa, dans la daïra de Draâ-El-Mizan ont, dans la journée de samedi, opté pour la solution extrême en fermant carrément le RN25 pour revendiquer le chauffage et la restauration au sein de leur lycée, flambant neuf, qui, faut-il le rappeler, a ouvert ses portes au cours du premier trimestre de cette année scolaire.

Ces adolescents disent qu'ils n'arrivent pas à suivre normalement leur scolarité en grelottant de froid et en mangeant des repas froids en ces périodes d'hiver. Dans l'après-midi, une délégation a été reçue par le maire pour trouver des solutions immédiates aux revendications de ces apprenants. Aux dernières nouvelles, des promesses ont été faites par les autorités locales quant à une issue favorable à leur situation et la route a été rouverte.

Slimane S.

CONSTANTINE

Eradication du marché informel de la nouvelle ville Ali-Mendjeli

Soutenus par un dispositif de sécurité des plus impressionnants, les services de l'urbanisme près de la commune d'El-Khroub ont procédé, jeudi dernier, à l'éradication du souk informel situé au cœur de la nouvelle ville Ali-Mendjeli.

Le souk en question occupait une assiette de terrain très importante au milieu de l'unité de voisinage n°8, appelée communément New York en référence au recasement opéré fin 2003 par les services de la wilaya qui ont relogé à l'époque des milliers de familles habitant le bidonville du 5^e Kilomètre que la chronique locale avait baptisé ironiquement du nom de la mégamétropole américaine. Des marchands de tous bords ont profité de l'absence de services de sécurité au niveau de cette cité-dortoir et ont squatté cette surface pour y installer un véritable marché. On y trouve des fruits et légumes, du prêt-à-porter, de la friperie, de la quincaillerie et autres objets hétérocytes...

L'opération qui a commencé aux environs de 5h du matin et qui a duré jusqu'au dernières heures de l'après-midi s'est plutôt déroulée dans le calme.

L. H.